Chapitre 2

La typologie des risques

L'Ineris, l'expert public pour la maîtrise des risques industriels et environnementaux

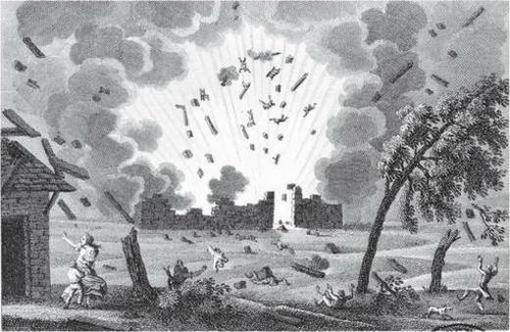
La question du risque est née dans le domaine de l’économie pour se généraliser rapidement à tous les domaines de la société. Pour se repérer dans ce vaste ensemble, il est naturel de chercher à classer les risques. Or il n’existe pas de typologie unique des risques. L’Ineris traite des risques d’atteintes à l’environnement, que l’on peut rapprocher des risques relevant de la sphère sociale.

Dans le domaine des politiques publiques, les risques sont classés par catégories en fonction de plusieurs critères, à partir de considérations techniques, juridiques et administratives. Il n’y a donc pas une typologie mais des typologies de risque, selon que l’on s’intéresse à leurs domaines d’application, à leurs sources, aux cibles qu’ils affectent, à leurs degrés d’intensité ou aux effets qu’ils produisent.

On distingue par exemple les risques individuels des risques collectifs, les risques militaires des risques civils, les risques économiques/financiers des risques sociaux et des risques politiques, les risques professionnels (monde du travail) des risques de la vie courante (sphère privée), les risques technologiques des risques naturels, etc.

Une typologie des risques pour la société civile

Le « risque social » se définit comme la prise en charge par la collectivité de la prévention et/ou de la réparation d’un préjudice portant atteinte aux conditions de vie de tout ou partie du corps social. Dans ce domaine, la prise de conscience de la nécessaire gestion collective des risques est intimement liée au tournant de la première révolution industrielle, qui intervient en France dans la première moitié du XIXe siècle.



Explosion de la poudrerie de Grenelle, 31 août 1794 (gravure du XIXe siècle)

*L’explosion de la poudrerie de Grenelle*

*En France, le premier grand accident industriel au sens moderne du terme survient le 31 août 1794 à Paris. La Terreur exige à cette époque une mobilisation forte et rapide de moyens armés. Dans cette perspective, le gouvernement révolutionnaire choisit de concentrer les moyens de production dans des lieux uniques et de tester de nouveaux procédés de fabrication, en particulier pour le raffinage du salpêtre (composé de la poudre) et pour la fabrication de poudre noire. A cet effet, une poudrerie est installée en février 1794 dans le château de Grenelle, près des Invalides. En juin, elle produit 30% de la poudre française ; ses cadences sont augmentées à la demande du Comité de Salut Public. Initialement conçue pour accueillir un peu moins de 700 ouvriers, la poudrerie en emploie près de 1 500 au début de l’été. Le 31 août, vers 7h00 du matin, elle est le théâtre d’une explosion qui fait plus de 500 morts et plus de 800 blessés. Des toitures sont endommagées dans le faubourg Saint Germain, des vitres explosent dans le quartier des Champs-Elysées, des débris de matériel sont retrouvés sur le Chemin de Saint-Denis, à plus de 10 km de distance. Il fallut un an pour réparer les dégâts causés à Paris.*

La protection sociale s’organise autour des questions de famille et logement, maladie, vieillesse, pauvreté, activité professionnelle… Parallèlement, de premières mesures sont prises pour assurer l’ordre public (notion intégrée au Code Civil en 1804), gérer le risque d’accident et de pollutions industriels (décret impérial du 15 octobre 1810) et pour protéger la santé publique (création des Conseils départementaux d’hygiène publique et de salubrité à partir de 1802). A partir des années 1960 et 1970, avec l’émergence des politiques de protection de la nature, les risques liés aux atteintes à l’environnement prennent une importance nouvelle.

Les risques d’atteintes à l’environnement

La notion moderne de risque d’atteintes à l’environnement qui est au cœur des missions de l’Ineris s’appuie sur une acception large de la notion d’environnement, en cohérence avec l’usage qui est fait du terme dans les politiques publiques de gestion. L’environnement désigne à la fois les populations humaines, les biens matériels (infrastructures, habitations…) et les milieux naturels (faune et flore) qui peuvent être exposés à un risque donné. Dans ce cadre, le terme technique d’« enjeu », abstrait en langage courant, est généralement utilisé pour décrire les réalités concrètes exposées à un risque : une maison, une rivière, une route, les habitants d’un quartier, une école, une forêt, une zone commerciale..

***Aujourd’hui, les politiques publiques assurent la gestion de différentes catégories de risques de type social, principalement*** *:*

* [*Les risques sociaux « traditionnels »*](http://travail-emploi.gouv.fr/)*: précarité, exclusion, dépendance des personnes âgées, instabilité des structures familiales, chômage de longue durée, déclassement social, accidents de travail et maladies professionnelles…*
* [*Les risques liés aux atteintes à l’environnement*](http://ecologique-solidaire.gouv.fr/)*: d’origine naturelle (avalanche, inondation, tempête, tremblement de terre…) ou « anthropique », c’est-à-dire générés par l’activité humaine (explosion de site chimique, nuage de produit toxique, marée noire, accident nucléaire, pollutions des sols…).*
* [*Les risques sanitaires*](http://solidarites-sante.gouv.fr/)*: addictions, maladies infectieuses et épidémies, insalubrité, contamination alimentaire, accidents de la vie courante, maladies liées à la pollution de l’environnement…*
* [*Les risques de trouble à l’ordre public*](http://interieur.gouv.fr/)*: incivilités, émeutes, terrorisme, criminalité, cyberattaques…*

**A savoir**

Et si on déroule le listing des risques étudiés par l’Ineris :

